ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Commerce extérieur et Ministre des Affaires européennes, adjoint au Ministre des Affaires étrangères, le 24 septembre 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglementant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente", a donné le 16 décembre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 24 september 1992 door de Minister van Buitenlandse Handel en Minister van Europese Zaken, toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie", heeft op 16 december 1992 het volgend advies gegeven :

Observations préalables.

1. Le présent avis est donné sur la base de la législation actuellement en vigueur et sans avoir égard, dès lors, aux modifications qui pourraient y être apportées à l'occasion d'une répartition nouvelle des compétences entre l'Etat et les Régions.

2. Encore que l'arrêté en projet lui soit soumis dans son ensemble, le Conseil d'Etat limitera le présent avis, comme l'y invite, d'ailleurs, le ministre dans sa demande du 28 septembre 1992, à l'examen des articles 6, 8 et 12 (1), référence étant faite, pour les autres articles, à l'avis précédent L. 21.192/9 donné le 16 décembre 1991.

Préambule.

Il y a lieu de ne viser que les dispositions hiérarchiquement supérieures qui constituent le fondement légal du projet, ce qui n'est pas le cas de l'alinéa 5 qui doit être omis.

---

(1) En ce qui concerne cette dernière disposition, uniquement dans la mesure où est utilisée l'expression "ministre compétent".

Dispositif.

Article 6.

1. L'article 4 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente vise, tant la licence d'exportation, que la licence de transit. Il y a lieu, dès lors, ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, d'écrire :

"Art. 6. § 1er. Les demandes de licence d'exportation et de transit d'armes, ...".

2. La disposition du paragraphe 1er en projet prévoit que l'Office central des contingents et licences doit soumettre les demandes, sans délai, "pour décision, sur base de l'article 4 de la loi".

Il appartient au ministre d'user de son pouvoir d'appréciation dans le respect de la loi du 5 août 1991, précitée, notamment de l'article 4 de cette loi.

Il s'ensuit que la référence à cette disposition est superflue et qu'il y a lieu d'omettre les termes "pour décision, sur base de l'article 4 de la loi".

3. Le paragraphe 1er accorde au "ministre compétent" le pouvoir d'accorder les licences.

L'imprécision des mots "ministre compétent" doit être levée. A cet effet, il est proposé d'écrire : "au ministre habilité à délivrer ces licences".

4. Ainsi qu'il ressort des explications fournies par le délégué du ministre, l'article 6, § 2, tend à officialiser une pratique qui s'est développée en marge de la législation actuellement en vigueur. Toutefois, ni cette législation, ni la loi du 5 août 1991 précitée ne confèrent au Roi ou au ministre une habilitation qui lui permettrait de donner une base légale à cette pratique.

Au demeurant, l'avis qui serait donné par le ministre compétent, à la demande de l'Office national du ducroire, au sujet de l'opportunité de prendre en considération des demandes d'assurance-crédit serait - ainsi qu'il résulte du rapport au Roi et des explications fournies par le délégué du ministre - dépourvu de toute portée juridique. Il ne serait, notamment, pas de nature à lier juridiquement l'Office national du ducroire, ou le ministre compétent pour octroyer ultérieurement la licence (1).

---

(1) Au surplus et surabondamment, il semble bien que la procédure d'avis décrite par l'article 6, paragraphe 2, diffère de la pratique telle qu'elle résulte de la notification du secrétaire du conseil ministériel du 18 septembre 1992.

Il suit de ce qui précède que la disposition doit être omise.

Article 8.

La loi du 5 août 1991 porte, en son article 8 :

"Les organismes de crédit et d'assurance ne peuvent intervenir à titre définitif dans une transaction d'importation, d'exportation ou de transit d'armes, de munitions ou de matériel devant servir spécialement à un usage militaire qu'à la condition suspensive que le bénéficiaire du crédit ou de l'assurance ait obtenu une licence valable d'importation, d'exportation ou de transit, au moment où son contrat est devenu définitif et que son exécution doit commencer".

Le rapport au Roi donne de l'article 8 de l'arrêté en projet le commentaire suivant :

"Cet article vise à préciser la portée de l'article 8 de loi, lequel interdit aux organismes de crédit et d'assurance d'intervenir à titre définitif dans une transaction d'importation, d'exportation ou de transit d'armes, de munitions ou de matériel devant servir spécialement à un usage militaire qu'à la condition suspensive que le bénéficiaire du crédit ou de l'assurance ait obtenu une licence valable d'importation, d'exportation ou de transit, au moment où son contrat est devenu définitif et que son exécution doit commencer.

Or, dans de nombreux cas, les organismes de crédit et d'assurance crédit sont appelés à intervenir, soit dans une opération de paiement, soit pour émettre une garantie alors que la licence exigée ne peut encore être délivrée, puisque le contrat de vente n'est pas encore conclu. C'est le cas chaque fois qu'une intervention d'un organisme de crédit est demandée dans le

cadre des offres d'adjudication. L'intervention des organismes de crédit est donc indispensable à un stade bien antérieur à la délivrance de la licence.

Il doit donc être clair que les opérations de paiement,de garanties bancaires et la couverture des risques liés à la remise des offres, ne sont pas visées par la loi".

Toutefois, à la lecture de l'article 8 du projet, il apparaît que les "précisions" apportées le sont au prix d'une définition de conditions prévues par l'article 8 de la loi, spécialement des mots "intervenir à titre définitif dans une transaction" et "au moment où son contrat est devenu définitif et que son exécution doit commencer".

A défaut d'habilitation légale expresse, il n'appartient pas au Roi de définir, dans un arrêté royal, des notions qui figurent dans la loi.

La disposition doit être omise.

Article 12.

Il résulte des explications fournies par le délégué du ministre que le ministre compétent visé aux paragraphes 3 à 6 de cette disposition est le ministre qui a autorité sur l'Office central des contingents et licences, c'est-à-dire, actuellement, le ministre des Affaires économiques.

Dès lors, il conviendrait, dans les paragraphes 3 à 6 en projet, de remplacer les mots "le ministre compétent" par les mots "le ministre qui a autorité sur l'Office central des contingents et licences".

Voorafgaande opmerkingen.

1. Dit advies wordt verstrekt op grond van de thans geldende wetgeving en derhalve zonder rekening te houden met de wijzigingen die erin zouden kunnen worden aangebracht bij een nieuwe verdeling van de bevoegdheden tussen de Staat en de Gewesten.

2. Hoewel het gehele ontworpen besluit aan de Raad van State is voorgelegd, beperkt de Raad dit advies tot het onderzoek van de artikelen 6, 8 en 12 (1), zoals de minister in zijn aanvraag van 28 september 1992 trouwens heeft gevraagd, met verwijzing, wat de andere artikelen betreft, naar het vorige advies L. 21.192/9 dat is verstrekt op 16 december 1991.

Aanhef.

Er moet alleen worden verwezen naar de hiërarchisch hogere bepalingen die de rechtsgrond van het ontwerp vormen, wat niet het geval is met het vijfde lid, dat moet vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 6.

1. Artikel 4 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en

---

(1) Wat die laatste bepaling betreft, alleen in zoverre de uitdrukking "bevoegde minister" is gebruikt.

speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie heeft zowel betrekking op de uitvoervergunning als op de doorvoervergunning. Met instemming van de gemachtigde van de minister schrijve men dus :

"Art. 6. § 1. De aanvragen tot het verkrijgen van een uitvoer- of doorvoervergunning, ...".

2. De bepaling van de ontworpen paragraaf 1 schrijft voor dat de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen de aanvragen onverwijld "voor beslissing op basis van artikel 4 van de wet" moet voorleggen.

Het komt de minister toe zijn beoordelingsbevoegdheid te gebruiken met inachtneming van de voormelde wet van 5 augustus 1991, inzonderheid van artikel 4 van die wet.

Daaruit volgt dat de verwijzing naar die bepaling overbodig is en dat de woorden "voor beslissing op basis van artikel 4 van de wet" moeten vervallen.

3. Paragraaf 1 verleent "de bevoegde minister" de bevoegdheid om vergunningen toe te kennen.

De onduidelijkheid van de woorden "bevoegde minister" moet worden opgeheven. Daartoe wordt voorgesteld te schrijven : "aan de minister die gemachtigd is tot het uitreiken van die vergunningen".

4. Zoals blijkt uit de uitleg van de gemachtigde van de minister, is artikel 6, § 2, bedoeld om een praktijk die zich los van de thans geldende wetgeving heeft ontwikkeld, officieel te bekrachtigen. Noch die wetgeving, noch de voornoemde wet van 5 augustus 1991 verlenen de Koning of de minister echter de bevoegdheid om een rechtsgrond te geven aan die praktijk.

Overigens zou het advies dat de bevoegde minister op verzoek van de nationale Delcrederedienst over de opportuniteit om in te gaan op de aanvragen voor kredietverzekering zou verstrekken, geen juridische betekenis bezitten, zoals blijkt uit het verslag aan de Koning en de uitleg die de gemachtigde van de minister heeft verschaft. Het zou inzonderheid noch de Nationale Delcrederedienst, noch de bevoegde minister ertoe verbinden later de vergunning toe te kennen (1).

Uit het voorgaande volgt dat de bepaling moet vervallen.

Artikel 8.

Artikel 8 van de wet van 5 augustus 1991 luidt als volgt :

---

(1) Ten overvloede zijn er aanwijzingen dat de in artikel 6, paragraaf 2, beschreven adviesprocedure verschilt van de praktijk zoals die blijkt uit de kennisgeving van de secretaris van de ministerraad van 18 september 1992.

"De krediet- en verzekeringsinstellingen kunnen alleen definitief deel hebben aan een transactie inzake in-, uit- of doorvoer van wapens, munitie of speciaal voor militair gebruik dienstig materieel onder de opschortende voorwaarde dat de begunstigde van het krediet of van de verzekering een geldige vergunning heeft gekregen voor in-, uit- of doorvoer, op het ogenblik dat zijn contract definitief geworden is en er een begin van uitvoering moet worden aan gegeven".

In het verlag aan de Koning wordt artikel 8 van het ontworpen besluit als volgt gecommentarieerd :

"Dit artikel strekt ertoe de draagwijdte te bepalen van artikel 8 an de wet, waardoor het aan de krediet-en verzekeringsinstellingen verboden wordt definitief deel (lees : te) hebben aan een transactie inzake in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel, tenzij onder de opschortende voorwaarde dat de begunstigde van het krediet of van de verzekering een geldige vergunning heeft gekregen voor in, uit- of doorvoer, op het ogenblik dat zijn contract definitief geworden is en er een begin van uitvoering moet worden aan gegeven.

Welnu, in tal van gevallen dienen de krediet- en kredietverzekeringsinstellingen tussen te komen hetzij in een betalingsverrichting, hetzij om een verzekeringswaarborg te verstrekken, dan wanneer (lees : terwijl) de vereiste vergunning nog niet kan toegekend worden, aangezien het verkoopcontract nog niet werd afgesloten. Dit is het geval, telkens de tussenkomst van een kredietinstelling gevraagd wordt in het kader van een aanbestedingsofferte. De tussenkomst van een kredietinstelling is derhalve onontbeerlijk lang voor de vergunning kan toegekend worden.

Er dient derhalve duidelijk te worden gesteld dat de betalingsverrichtingen, de bankwaarborgen en de risicodekkingen die verband houden met het indienen van de offertes, niet door de wet worden geviseerd".

Bij het lezen van artikel 8 van het ontwerp blijkt echter dat het "bepalen" van de draagwijdte geschiedt onder

definiëring van voorwaarden bepaald bij artikel 8 van de wet, inzonderheid de woorden "definitief deel hebben aan een transactie" en "het ogenblik dat zijn contract definitief geworden is en er een begin van uitvoering moet worden aan gegeven".

Bij ontstentenis van een uitdrukkelijke, wettelijke machtiging komt het de Koning niet toe om in een koninklijk besluit begrippen te bepalen die voorkomen in de wet.

De bepaling moet vervallen.

Artikel 12.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat de bevoegde minister bedoeld in paragrafen 3 tot 6 van die bepaling de minister is die gezag heeft over de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen, dit is thans de minister van Economische Zaken.

Het is derhalve aan te bevelen in de ontworpen paragrafen 3 tot 6 de woorden "de bevoegde minister" te vervangen door de woorden "de minister die gezag heeft over de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. JAUMOTTE, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.